CGT FINANCES PUBLIQUES – MONTREUIL
CEN 23, 24, 25 mars 2021
en visio
RELEVÉS DE DÉCISIONS

SEANCE 23 mars *matin et début après-midi*

objet : revendicatif

Présidence : aucune cause visio / présence : 40

Présence invitée : UFSE J-M CANON / Fédé A DERIGNY / CFC ALAIN KAC / CAP techniques O BOUTARIN / C MAZAUD (*intégrat° BN 1/9/21*)

rapport introductif revendicatif en page 8 à 11

Nous avons souhaité débiter cette CEN en adressant un message de soutien et de courage à notre camarade Daniel qui doit bientôt subir une opération délicate.

Introduction

Fanny a commencé à son allocution en proposant un débat dédié à la stratégie discutée en intersyndicale pour cette année 2021.

Par la suite, Fanny a abordé de nombreux sujets tels que :

Dans le domaine international, la situation en Birmanie, le procès de Minneapolis suite à l'assassinat de Georges Floyd.

D'un point de vue sanitaire, la campagne de vaccination avec l'intervention controversée de la CEE, le confinement de nouveau d'actualité...

Soutien affiché aux personnels de la culture en lutte, l'implication nécessaire pour les prochaines élections professionnelles dans les TPE,

Bilan de la journée du 8 mars dédiée à la lutte pour les droits des femmes.

Il est à noter que chaque section concernée sera conviée à participer aux propositions de rencontre avec les élus qui, contactés par l'intersyndicale, ont souhaité se rapprocher et de nous.

Synthèse

- Nous éditerons sous peu un format 4 pages à l'adresse de tous les agents regroupant les menaces qui pèsent sur les agents et la DGFIP.
- Au sujet de la crise COVID, une liste de gestes sanitaires sera communiquée aux sections afin qu'elles puissent le mettre à jour en interne.
- Pour la grève du 6 avril, un appel à la mobilisation sera publié sous la forme d'un tract DGFIP se référant à celui de la fonction publique.
- **Campagne IR :**
les conditions sanitaires variant selon les départements, nous veillerons à ce qu'un accueil de qualité puisse être dispensé dans chaque centre des finances publiques, ne laissant personne de côté tout en étant assuré des conditions sanitaires convenables. Le syndicat revendiquera tous les moyens nécessaires pour un accueil de qualité et des mesures de protection sanitaires à la hauteur pour les agents et usagers.
- **Télétravail :**
 1. Nous souhaitons aborder le sujet du travail confiné en période de crise sanitaire en soulignant que des mesures exceptionnelles doivent être prises mais uniquement pour la durée de cette crise.

2. Toutes les expérimentations menées durant cette période, la majeure partie du temps en catimini d'ailleurs, doivent être tout stoppées et remises après la crise. Un tract spécifique sera fait.
- Nous souhaitons souligner notre soutien sans faille au syndicat étudiant UNEF fortement discrédité ces derniers jours, notamment par de nombreux élus réactionnaires.

Vote : **POUR 34** ; CONTRE 1 ; ABST 2 ; NPPV 2

adopté

Au sujet de la grève du 6 avril, 2 propositions soumises au vote de la CEN :

- 1/ S'inscrire dans les actions sur le même mot d'ordre que celui de la fonction publique
ou
- 2/ Participer à toutes les mobilisations sous toutes les formes possibles y compris la grève.

Vote 1/ : POUR 28 ;
vote 2/ : POUR 8 ;

4 abstentions, la proposition 1/ est adoptée

SEANCE 23 mars *fin après-midi*

objet : stratégie intersyndicale

Présidence : aucune cause visio / présence : 41

Présence invitée : CFC : ALAIN KAC / CAP techniques : O BOUTARIN / C MAZAUD (*intégré° BN 1/9/21*)

Propositions (validées par FO et Solidaires) :

- grève DGFIP 10/05/2021
- HMI commune des secrétaires généraux le 09/04/2021
- conférence de presse intersyndicale le 07/05/2021
- impulser des actions dans les départements pendant la campagne IR / Par exemple réouverture de sites fermés
- AG des agents en juin sur les missions DGFIP
=> pour aller vers des assises en septembre
=> aboutir à des assises nationales début octobre avec la participation des secrétaires confédéraux + F édération + UFSE

Avantages :

- avoir une perspective sur la durée permettant de se projeter
- pas exclusif de nos propres actions et expressions

Cela va nécessiter un investissement conséquent du BN.

La CFDT et la CFTC s'associent à la grève du 10/05

Les débats font apparaître :

- sentiment d'insatisfaction avec des propositions en deça des enjeux
- sur quel contenu on mobilise ? Attention aux différences d'appréciation des OS entre accompagnement et opposition => avoir une plate forme revendicative commune conséquente

- les difficultés des forces militantes dans les départements laisse perplexes sur notre capacité de mobilisation

Pour l'HMI commune, la demande a été faite à l'administration d'utiliser les capacités techniques de la DGFIP mais rien n'est arrêté à ce jour de ce côté là.

Les moyens techniques des OS vont être mutualisés

Vote : **POUR 33** ; CONTRE 1 ; ABST 4 ; NPPV 2

adopté

SEANCE 24 mars *matin*

objet : bilan des journées D&G

Présidence : aucune cause visio / présence : 00

Présence invitée : CFC : ALAIN KAC – N BATTIN / CAP techniques : O BOUTARIN / C MAZAUD (*intégrat° BN 1/9/21*)

L'objet de cette matinée était de réaliser un bilan des collectifs depuis le congrès de Bois en Ré, ainsi qu'une présentation plus approfondie de certains d'entre eux.

En effet, sur la dernière mandature (2016-2019), la CGT FP comptait 21 collectifs. Depuis la mise en place de la nouvelle Direction, 24 collectifs ont vu le jour, soit 3 de plus.

En 2021, nous notons que certains collectifs ne se sont pas réunis, d'autres ont cessé de se réunir depuis le 1er confinement, et d'autres se composent de très peu de membres.

Est-il nécessaire de maintenir tous les collectifs ? Certains travaillent même sur des thèmes similaires.

Néanmoins, la crise sanitaire a permis l'utilisation massive des outils de visio qui sont un complément aux échanges par mail et aux réunions en présentiel quand cela est possible.

Enfin, le collectif DOM a repris son activité avec notamment la publication de deux numéros d'informations traitant notamment de la problématique des congés bonifiés.

Collectif Syndicalisation et continuité syndicale

L'animateur a présenté l'activité de celui-ci et a synthétisé les fiches, ce qui a permis de lancer les débats,

Il en est ressorti entre autre des difficultés à mettre en place les items car les sections n'ont pas un fonctionnement et une organisation homogène. Ces conseils s'adaptent aux particularités locales et ne sont que des propositions, il s'agit in fine d'une BAO.

Sur bloc 1

Vote : **POUR 40** ; CONTRE 0 ; ABST 1 ; NPPV 0

adopté

Sur bloc 2

Vote : **POUR 39** ; CONTRE 0 ; ABST 1 ; NPPV 0

adopté

Sur suivi actifs et retraités

Vote : **POUR 36** ; CONTRE 1 ; ABST 3 ; NPPV 0

adopté

Collectif formation syndicale :

L'animateur a présenté l'activité de celui-ci ainsi que la fiche dédiée, permettant par la suite de lancer les débats.

Mise en place du module commission de réforme :

Vote : **POUR 40** ; CONTRE 0 ; ABST 1 ; NPPV 0

adopté

Collectif Contrôle fiscal :

L'animateur a présenté l'activité de celui-ci, l'actualité de la mission ainsi que la fiche dédiée, permettant par la suite les débats.

Sur proposition d'une journée spéciale CF :

Vote : **POUR 38** ; CONTRE 0 ; ABST 5 ; NPPV 0

adopté

Collectif informatique :

L'animateur a présenté l'activité de celui-ci ainsi que l'actualité de la mission nous permettant de débattre par la suite.

La proposition du collectif soumise au vote concerne la demande d'une audience auprès du sous-directeur des Services Informatiques afin d'exposer les difficultés et les revendications des camarades de la sphère informatique. La difficulté réside dans le fait qu'il s'agit d'une intervention hors cadre conventionnel (GT, CTR) entre deux parties, ce qui rentre en contradiction avec les principes de la CGT qui travaille dans un cadre collectif, pour le collectif.

Vote sur la proposition d'une audience :

Vote : POUR 12 ; **CONTRE 17** ; ABST 11 ; NPPV 0

rejeté

Le collectif proposera donc une autre alternative dans le cadre de ses missions,

SEANCE 24 mars *après-midi*

objet : bilan des journées D&G et QG

Présidence : aucune cause visio / présence : 43

présence invitée : CFC : ALAIN KAC – N BATTIN / CAP techniques : O BOUTARIN / C MAZAUD (*intégrat° BN 1/9/21*)

Bilan des journées droits et Garanties

68 sections ont participé à ces journées organisées en visioconférence. Les retours sont tous positifs. Les participant.es ont fait part de leur expérience. Il est nécessaire de poursuivre le travail revendicatif concernant les attaques contre les CAP et les instances.

Des réunions pourraient à nouveau être organisées par thème d'actes de gestion.

Les chargés de territoire de la CEN doivent se rapprocher des sections pour qu'un ou plusieurs « référents » soient désignés pour faire le lien avec le national.

CAP des géomètres

Le bureau national a rencontré les géomètres élus en CAP suite aux divergences qu'ils avaient exprimées. Les échanges n'ont pas permis de lever les problèmes et les élus de la CAP des géomètres ont démissionné de leur mandat, ce qui est à regretter. Dès lors, la CEN devait décider si

le syndicat désigne de nouveaux représentant.es CGT pour pouvoir les sièges afin de défendre les agent.es qui nous sollicitent et porter nos revendications.

Pour rappel, La CGT a obtenu 5 sièges sur 6 aux dernières élections.

Au cours du débat, il a été proposé de faire un communiqué aux sections et aux syndiqués géomètres expliquant l'offensive du gouvernement pour liquider les CAP et attaquer la représentation des agent.es, pour revenir à la conception de fonctionnaires sujets à l'opposé de fonctionnaires citoyens que nous sommes. Ce communiqué doit rappeler que la CGT demande le rétablissement des compétences des CAP et le maintien des CAP par corps. Parce que les agent.es ont voté CGT, on prend les dispositions pour continuer à les défendre quelles que soient les conditions.

Décision :

Suite à la démission des élus géomètres de la CGT en CAP et afin d'éviter la perte sèche des sièges, la CEN décide de procéder à la nomination de nouveaux élus géomètres.

Un communiqué sera adressé aux sections et aux syndiqués géomètres.

Vote : **POUR 37** ; CONTRE 1 ; ABST 1 ; NPPV 1

SEANCE 25 mars *matin*

objet : Orga Vie Syndicale / Polfi

Présidence : aucune cause visio / présence : 40

présence invitée : CFC : ALAIN KAC – N BATTIN / C MAZAUD (*intégrat° BN 1/9/21*)

ORGA

Information CFS 5457 déposés en 2019 sur une enveloppe de 23000.

Demandes de contact via le site national à apurer. Proposition de vérifier sur ANAIS les localisations actuelles des collègues concernés.

Présentation du tableau orga. Attention appelée sur le turn over des trésoriers et les conséquences.

Vigilance des chargés de territoire.

Report des DS 2020

11 ETP modulo 11 % interpro selon décision DF en juin.

Demande de vote CEN sur l'attribution et sur le mandat à porter en DF.

Proposition d'attribution de 50 % de ces droits aux sections dès aujourd'hui (ce qui revient à attribuer +10 % à la primo attribution) et de verser 87 CTS à la réserve.

Vote : **POUR 32** ; CONTRE 1 ; ABST 2 ; NPPV 0

Vote sur le mandat à la DF pour que les 11 % fléchés interpro par la Fédé soient attribués aux sections (compte tenu de la consommation effective par les camarades interpro, ces 11 ETP ont vocation à être mis à disposition des sections).

Vote : **POUR 34** ; CONTRE 1 ; ABST 0 ; NPPV 0

POLFI

Présentation par Alain Kac d'un budget « primitif » prévisionnel pour 2021, par copier /coller des données 2020, à l'exception des charges de l'appartement en location et des frais Conseil National. Questions sur Impôts, reprographie, produits exceptionnels, congrès (CN ?). Question sur charges AFUL pendant la fermeture (équilibre avec charges supplémentaires liées à la sécurité sanitaire). Questions sur la souscription (qui sera à l'équilibre en 2021). Rappel du vote du budget 2020 lors de la certification des comptes.

Vote sur le budget prévisionnel 2021

Vote : **POUR 33** ; CONTRE 0 ; ABST 0 ; NPPV 0

Point CFC sur le décalage temporel des cotisations avec le Cogitiel
Point de situation sur l'étude sur les paiements par prélèvement.
Analyse des 29 réponses apportées par les sections (60 sollicitées).

SEANCE 25 mars *après-midi*

objet : Direct° fédérale / UFSE / préparat° du conseil national du syndicat

Présidence : aucune cause visio / présence : 44

Présence invitée : CFC : *N BATTIN / C MAZAUD (intégrat° BN 1/9/21)*

Direction fédérale

- **la réforme de transfert de taxes de la DGDDI** d'ici 2024 vers la DGFIP représenterait 703 ETP (selon la direction des douanes) pour une centaine d'emplois qui serait transférée. Pour la CGT 700 ETP est un chiffre minimisé. Un BN commun (douanes DGFIP) semaine du 15 avril
- Télétravail : volonté d'harmonisation entre la CGT douanes et FiP. Il est convenu qu'on ne signerait pas de protocole d'accord car nous ne sommes pas venus au bout des débats.
- débat technique sur la dette

UFSE :

- journée de préparation du congrès qui aura lieu en novembre 2021
- le DO a été débattue
- La vie syndicale a été largement pointée avec le constat que la CGT s'affaiblit de plus en plus
- demande de s'inscrire dans les groupes de travail.

CONSEIL NATIONAL

Il aura lieu les 19, 20 et 21 mai. Fin à 13h. Lieu : Village vacances (Touristra) de La Palmyre en Charente-Maritime.

A l'heure actuelle, l'herbergeur est en capacité de nous accueillir en présentiel.

Seules 29 sections ont fait remonter au BN leur date d'AG

La proposition est de faire un conseil national en mixte, on décide de statuer définitivement sur la forme de l'organisation le 15 avril au plus tard

Les débats conduisent à sonder les membres de la CEN sur leur décision à l'heure actuelle

Vote : Présentiel 30 % ; **distanciel 60 %** ; NPPV 2 % ; Ne sait pas encore 7 %

La CEN mandate le BN pour rapidement sonder les sections sur leur éventuelle participation.

Introduction aux débats de la CEN des 23, 24 et 25 mars 2021

Comme depuis quelques mois, cette CEN se déroule en visio conférence. Ce rapport introductif sera donc court et non exhaustif afin de rendre nos échanges plus fluides.

Vous avez reçu il y a peu un compte rendu de la stratégie discutée en intersyndicale, non exclusive d'une mobilisation d'ampleur et à la hauteur des enjeux ; elle reste ambitieuse en termes d'investissement militant au niveau local comme national. Afin de permettre un débat revendicatif dédié, nous vous proposons que la stratégie issue des échanges intersyndicaux fasse l'objet d'un débat séparé, à la suite du débat revendicatif.

International :

Birmanie

Suite au coup d'État de la junte militaire en Birmanie, la population se révolte et manifeste massivement pour défendre la démocratie acquise depuis peu... La répression de ces manifestations, mais au-delà la pression de la junte pour asseoir sa dictature, se traduisent par des raids contre des habitations, des hôpitaux, des universités, des arrestations en masse, des tirs à balles réelles ; la junte semble plus déterminée que jamais à vouloir éteindre le vent de fronde largement pacifique qui souffle sur la Birmanie. Plus de 60 civils ont déjà été tués et près de 2 000 personnes arrêtées depuis le 1er février, d'après l'Association d'assistance aux prisonniers politiques.

L'avenir Social nous informe sur ce sujet :

« Cher.e Camarade,

Depuis le 1er février, l'armée du Myanmar a pris le pouvoir au prétexte que les élections législatives, qu'elle a largement perdues, auraient donné lieu à des fraudes massives. Depuis le coup d'État, les syndicats sont descendus massivement dans la rue pour protester et tenter de faire échouer cette prise de pouvoir, synonyme de la fin du développement de la démocratie dans le pays.

Un soutien international est nécessaire.

Les militaires peuvent tenir aussi longtemps que l'économie, qui remplit autant les poches de l'armée que les poches des militaires et de leurs familles, continue peu ou prou à fonctionner. Si les entreprises localement sont quasiment toutes à l'arrêt, les subsides provenant des multinationales collaborant avec les militaires continuent d'affluer. Parmi elles plusieurs sont connues, dont Total, le groupe ACCOR, le Coq sportif... Les syndicats CGT organisés dans les entreprises concernées organisent la pression sur leurs directions pour obtenir la rupture du soutien, par les entreprises, à l'armée du Myanmar.

La clandestinité coûte cher, les soins médicaux, l'argent pour que les familles de grévistes se nourrissent manque. Les organisations syndicales du Myanmar ont lancé un appel à soutien financier aux organisations syndicales les soutenant, cet appel est relayé par la Confédération Syndicale Internationale.

Ce soutien transitera par la CSI-Asie Pacifique, qui est mandatée pour faire parvenir aux destinataires les fonds recueillis.

Il vous est proposé que L'Avenir social s'associe à la CGT pour lancer un appel à la solidarité financière auprès des organisations et des adhérents de la CGT et que notre association collecte les fonds.

Lors de notre prochain CA, le jeudi 1er avril, nous débattons et déciderons ensemble d'une éventuelle participation financière de notre association. »

États-Unis

Le procès de Derek Chauvin suite à la mort de George Floyd a démarré à Minneapolis. Cette ville, qui n'en était pas au premier décès causé par les violences policières, connaît pourtant à l'ouverture de ce procès une division d'opinions : si la majorité des habitants condamnent la mort de Georges Floyd, des habitants condamnent Derek Chauvin plutôt que la police et s'opposent à des mesures visant les méthodes de l'institution.

Europe

Les contrats passés entre l'Europe et les laboratoires ont bien du mal à être respectés. L'Europe fait les frais aujourd'hui des dogmes libéraux qu'elle prône ! Le drame étant que ce sont bien les populations européennes qui en sont les premières victimes. L'Europe aurait dû mettre son énergie à travailler à la levée des brevets dans le domaine public, s'agissant de la santé de la population mondiale.

France

16 départements viennent d'être à nouveau confinés, même si le gouvernement réfute ce terme. Nous pourrions, nous réfuter le terme de « à nouveau » ; en effet depuis maintenant un an nous connaissons des mesures restrictives importantes dont un couvre feu strict depuis des mois. La politique de crise de ce gouvernement reste incohérente, injuste et inefficace. Les lits et moyens continuent d'être supprimés dans le secteur hospitalier, la logistique et la campagne vaccinale sont catastrophiques, et « en même temps » on nous parle de vivre avec le virus, comme si au passage les plus de 300 morts par jours (plus de 10000 morts par mois) n'étaient devenus que des chiffres et statistiques...

La culture est en lutte, qui se traduit par l'occupation de nombreux théâtres et lieux culturels sur le territoire. Des artistes se sont saisis de la cérémonie des Césars pour en faire une tribune de relais de ces mobilisations. La CGT soutient la lutte des travailleurs et travailleuses du spectacle qui revendiquent : une prolongation de l'année blanche, le retrait du projet de réforme de l'assurance chômage, des mesures d'urgence pour les travailleurs et travailleuses à l'emploi discontinu pour l'accès aux congés maternité et de maladie, une politique de soutien exceptionnel à la création artistique...

Les « réformes » continuent à se mettre en place, le projet Hercule à l'énergie, ou encore la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage annoncée pour juillet. La réforme des retraites semble à ce stade reportée « au prochain mandat »...

TPE : Donne-toi le droit, gagne des voix pour la CGT !

Du 22 mars au 6 avril 2021, près de 5 millions de salariés des TPE sont appelés à s'exprimer pour le syndicat de leur choix.

Ces voix comptent pour déterminer la représentativité des organisations syndicales pour les 4 prochaines années aux plans national, territorial et dans les branches d'activité. Elles contribueront à définir pour chaque organisation le nombre de représentants dans les commissions paritaires régionales, de conseillers prud'hommes...

Beaucoup d'initiatives sont menées, et notamment des défis aux militants de convaincre au moins 3 de leurs proches, connaissances, employés des commerçants de proximité, etc de voter CGT pendant cette campagne. Si chaque militant de la CGT tente de convaincre et communique sur ces élections encore méconnues par certains salariés concernés, la CGT sortira plus forte.

Journée internationale de lutte pour les droits des femmes

La journée du 8 mars a encore cette année été marquée par la mobilisation d'ampleur en France et

dans le monde. Des milliers de manifestants se sont fait entendre pour réclamer l'égalité des femmes et des hommes, la fin des violences sexistes et sexuelles, la fin des discriminations...

Cette journée a aussi été marquée par une forte présence de jeunes manifestant.es, encore plus que les années précédentes.

Ces luttes pour les droits des femmes sont des combats quotidiens qu'il nous faut continuer à mener ; dans la période, et rien qu'en France, quelques faits montrent bien que ces combats sont encore loin d'être gagnés :

— à la date du 21 mars, 24 femmes ont déjà été tuées par leur conjoint ou ex-conjoint, alors que dans beaucoup de ces situations des dépôts de plainte avaient été classés sans suite (en France, 70 % des plaintes pour violences sexuelles sont classées sans suite)

— la cour de cassation a sanctionné une femme de 66 ans d'un divorce pour faute pour avoir refusé des rapports sexuels à son ex-mari, rapports en l'occurrence violents

— les réactions sexistes suite à la performance de Corinne Masiero aux Césars, sans parler de la saisine de la justice par des députés LR...

La CGT Finances Publiques avait appelé à la mobilisation le 8 mars, et envoyé une lettre ouverte au DG rappelant les inégalités persistantes à la DGFIP en matière d'égalité ; ce courrier est bien sûr resté sans réponse.

Elle a aussi envoyé un mail aux sections et aux syndiquées pour l'organisation d'une journée sur la place des femmes dans le syndicat. Même si nous savons que des délégations sont en cours de constitution, nous n'avons officiellement reçu aucune réponse ; la question est de savoir au vu de l'action du 6 avril si le report de cette journée doit être envisagé ou s'il faut relancer les sections de votre suivi de territoire, cette journée approchant très vite si nous ne reportons pas.

Fonction publique

Une victoire, conséquente pour les agents qui pouvaient avoir leur carrière stoppée, la fin de la limitation des concours à la DGFIP.

Cette victoire, revendiquée haut et fort par Solidaires, est bien collective. Au niveau de la CGT Finances Publiques, nous avons écrit à A. Demonchalain avant le CCFP du 22 février dernier. Au final, et suite à la réaction et la pugnacité des OS, ce n'est pas l'amendement des Solidaires qui a été validé, mais le gouvernement qui l'a repris, et les amendements ont été votés par toutes les OS, dont la CGT.

Suite au décès d'une collègue de Pôle emploi à Valences, la CGT fonction publique estime que la réponse des administrations reste uniquement sécuritaire, or ce sont bien toutes les politiques menées qui sont à l'origine de ces violences. De la casse des services publics, de leur éloignement des populations, jusqu'à des politiques visant plus le contrôle que du réel service au public, d'autres solutions que le sécuritaire sont possibles. La CGT Fip a été sollicitée pour participer à une campagne de presse et de com sur ces sujets, elle participera à une conférence de presse jeudi matin.

La campagne des 10 % se poursuit, et je sais que JM ici présent nous en parlera, il s'y est engagé. Pour cela, et de la même manière, la CGT Fip participera à cette campagne en participant à des vidéos où des militants de terrain expliqueront l'impact des suppressions d'emplois à la DGFIP.

Dans la construction de la riposte dans la période, la CGT fonction publique appelle à une mobilisation pour l'emploi, les salaires et les missions publiques le 6 avril prochain. Cet appel se fait dans un cadre unitaire, avec la Fédération Autonome, la FSU, et solidaires, au moment de la CE de l'UFSE, les réponses de FO et CFDT étaient en attente... JM pourra apporter des précisions, mais cet appel n'est pas un appel ferme à la grève du fait de Solidaires.

Nous devons donc dans nos débats décider de nous inscrire ou non dans cette mobilisation, et surtout sous quelle forme... sachant qu'elle aura peut être du mal à s'inscrire dans la stratégie intersyndicale puisque le périmètre risque d'être différent... Mais bien sûr cela n'empêche pas de s'y inscrire, au contraire.

Niveau fédéral et ministériel

La DF s'est tenue les 18 et 19 mars dernier, un petit CR vous sera fait en fin de CEN.

La question de la participation aux instances a été posée aux organisations. Le secrétariat se pose la question, estimant que plus rien ne peut être obtenu dans ces instances, et les Douanes étant en période de boycott intersyndical, cela leur semblerait cohérent.

DGFIP

Au niveau DGFIP, notre syndicat, à ce stade, continue via le BN à décider au cas par cas la pertinence de participer aux instances formelles ou informelles, mais bien sûr en respectant toujours le mandat de congrès de ne pas s'associer aux discussions relatives à la mise en place du NRP.

La CGT Fip continue de porter avec fermeté l'urgence de discuter du télétravail confiné, et notamment de la prise en charge des frais, de l'organisation du travail, etc. Pour la première fois, le DG a pris le parti de se positionner pour la prise en charge des frais, précisant qu'il entendait l'urgence pointée, il l'a fait valoir aux ministres. Ce sujet étant renvoyé au niveau fonction publique.

Au BN, au fil des discussions sur les protocoles futurs de télétravail en mode « hors crise » on a commencé à douter d'une stratégie de ne pas discuter des sujets actuels en renvoyant toujours aux discussions sur les protocoles.

Or, cela fait un an que les collègues subissent le télétravail confiné. La CGT Fip a donc pris l'initiative d'impulser auprès des autres OS de la DGFIP, mais aussi au niveau de l'UFSE et la Fédération, de pousser les administrations et ministres à ne pas s'exonérer de décisions urgentes et nécessaires pour les agents en télétravail confiné ou en présentiel mais subissant une désorganisation du travail.

Cette CEN doit donc aussi se positionner sur ce sujet et décider si une telle impulsion doit être affirmée par notre syndicat partout.

Suite au mandat de la CEN, la CGT a continué à porter l'idée d'une grève DGFIP à l'intersyndicale. Elle fait partie de la stratégie discutée et dont nous débattons après le débat d'actualité.

Vie Syndicale

De ce qui remonte au BN, beaucoup de sections sont encore en « convalescence ». En tant que chargés de territoire vous allez pouvoir nous dire comment fonctionnent les sections dans la période qui reste compliquée.

De la même manière à ce jour seules 24 AG pré conseil national sont programmées (dont 5 déjà passées), ce qui est très peu en cette fin mars.

Nous rappelons que dans la période sanitaire, organiser les AG en mixte ou visio et pas en tout présentiel nous semble cohérent. En tout état de cause cette période de crise doit nous obliger à des démarches « incluanes », tout doit être mis en place pour faciliter la participation des adhérents et sympathisants à nos AG. Tout adhérent, à jour de ses cotisations, et quelque soit sa situation (fragilité, covidé, isolé, etc.) le jour de l'AG a le droit de participer à l'AG de sa section et de voter.

Le BN participera d'ailleurs aux AG en Visio pour des raisons sanitaires évidentes, mais aussi du *fait des restrictions imposées*.